

DEMOCRATIE ET DROITS DU PEUPLE MAPUCHE AU CHILI AUJOURD'HUI.

Le Président Aylwin du Chili séjourne actuellement en Belgique. Il a rencontré les sénateurs belges et les députés du Parlement européen.

Il a essayé de persuader les uns et les autres de la bonne santé de la démocratie au Chili et du besoin d'aide économique de son pays pour que cela continue. Mais il a oublié de parler des Indiens mapuches, qui constituent une minorité d'environ un million de personnes, vivant principalement dans l'Araucanie, au sud du pays. Le Sénateur Ecolo Claude Bougard s'est chargé de le lui rappeler hier et a marqué son inquiétude au sujet des prisonniers politiques mapuches enfermés à la prison de Temuco. Il a demandé que cesse la répression qui frappe tant les militants autonomistes mapuches que leurs chefs coutumiers (les Lonkos) du "Conseil de toutes les Terres" (Aukin Wallmapu Ngulam).

Le peuple mapuche vit depuis 110 ans sous la domination colonialiste du Chili et de l'Argentine qui, à la fin du siècle dernier en dépit des traités reconnaissant son indépendance, ont conquis et se sont partagé son territoire. Bien que possédant une langue, une culture, une histoire et des institutions propres, le peuple mapuche ne bénéficie d'aucune reconnaissance de la part de l'état chilien. Il est soumis à la déculturation lente, à la misère sociale et à l'intégration forcée dans une société qui est et veut rester unitaire.

Tout Mapuche qui conteste cet état de choses et qui ose revendiquer les droits réels de son peuple ou les terres volées par les grands propriétaires chiliens, se voit, dans le Chili de Patricio Aylwin, taxer de "délinquant de droit commun" et traiter comme tel.

En somme, pour le peuple mapuche, le départ de Pinochet n'a rien changé, la démocratie et la justice restent un rêve lointain.

Si le Werken (porte-parole) Aucan Huilcaman et les Lonkos mapuches emprisonnés actuellement à Temuco sont des "délinquants de droit commun", alors tous les résistants qui en Belgique ou ailleurs ont refusé d'obéir aux lois de l'occupant n'ont pas été des patriotes mais des "délinquants de droit commun"? Quant au régime unitaire : "le Chili doit se rendre compte qu'en Europe il a vécu!", qu'un peu partout en Europe et dans le monde l'existence de peuples, communautés ou régions autonomes est un fait incontournable. Alors pourquoi pas le peuple mapuche au Chili? Allons-nous aider économiquement le Chili à maintenir le régime unitaire que les belges et les européens dans leur ensemble ont rejeté?

A la veille du cinquième centenaire du début de l'invasion des Amériques par les Européens et leurs descendants, quelques pays ont posé des gestes de réparation historique; le Chili lui persiste et signe : son parlement veut de rejeter la convention n°169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux.

C'est-à-dire que le Chili refuse de s'aligner sur les normes que la communauté internationale a établies pour ces peuples. En lieu et place, il propose une législation nationale de type paternaliste. On est loin des promesses électorales du candidat Aylwin aux Mapuches. Allons-nous aider un gouvernement qui prend ce qui lui convient dans le droit international et qui essaye de nous duper sur l'état de sa démocratie?

Cette situation ne peut plus durer. Nous exigeons :

- L'arrêt immédiat des persécutions politiques à l'encontre des autorités légitimes mapuches, du Conseil de toutes les Terres et des militants autonomistes mapuches.
- La libération immédiate de tous les prisonniers politiques mapuches.
- L'ouverture d'un dialogue politique entre le gouvernement chilien et les Autorités Originelles mapuches en vue d'aboutir à la reconnaissance constitutionnelle des droits du peuple mapuche et à son autonomie politique.

Nous voulons assurer nos frères mapuches persécutés de notre entière solidarité : nous savons que "l'histoire peut changer" et nous ferons ensemble qu'il en soit ainsi.

Comité belge-Amérique indienne  
19, rue Fond des Cuves

5190 Jemeppe-sur-Sambre

Tél. 071/785652 FAX. 071/786450

15-Juilio-1992